

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 03/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TRIADIS SERVICES

Rue de Madagascar
76000 Rouen

Références : UDRD.2026.03.T.129
Code AIOT : 0005802360

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/03/2026 dans l'établissement TRIADIS SERVICES implanté Rue de Madagascar 76000 Rouen. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 26 mars 2026 a été organisée de manière réactive, suite à l'incident survenu le matin même lors de la circulation d'un chariot élévateur de la société TRIADIS au rez-de-chaussée du bâtiment T1B sur la parcelle ouest du site, entraînant la rupture partielle d'une reprise de la dalle en béton du sol de ce bâtiment, et laissant entrevoir une fosse en sous sol contenant un effluent avec une odeur ammoniacquée.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRIADIS SERVICES
- Rue de Madagascar 76000 Rouen
- Code AIOT : 0005802360
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société TRIADIS est spécialisée dans l'incinération et le regroupement de déchets dangereux solides et liquides.

La société fait partie du groupe SÉCHÉ ENVIRONNEMENT.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Déclaration d'incident	Arrêté Préfectoral du 17/01/2022, article 3.6.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du 26 mars 2026 a été réalisée en présence du directeur de la société Triadis et d'un représentant de la société NL Logistique accompagné de son avocate, NL Logistique étant l'ancien propriétaire de la parcelle ouest du site, et dont Triadis a fait l'acquisition à la fin de l'année 2023.

Une fosse (cave) contenant environ 10 m³ d'un effluent ayant une odeur d'ammoniac, selon les premières observations, a été découverte fortuitement par la société TRIADIS, en sous-sol du bâtiment T1B présent sur cette parcelle. Cette fosse n'a pas fait partie du chantier de remédiation, réalisé sous la responsabilité de la société NL Logistique suite à l'incendie survenu le 26 septembre 2019, celle-ci n'ayant pas été identifiée lors du diagnostic préalable au chantier.

Dans le cadre de ce rapport d'inspection, il est demandé à la société TRIADIS, en collaboration avec la société NL Logistique, de réaliser des analyses de caractérisation de cet effluent, notamment sur les paramètres marqueurs des produits dangereux stockés sur cette parcelle lors de l'incendie précité, des composés notamment azotés marqueurs de l'odeur ammoniacquée ainsi que des substances per- et polyfluoroalkylées, puis d'éliminer ce déchet dans une filière adaptée et dûment autorisée.

Il est également demandé à l'exploitant d'effectuer une levée de doute afin de vérifier si d'autres fosses contenant des déchets sont présentes sous la dalle de ce bâtiment.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration d'incident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/01/2022, article 3.6.1
Thème(s) : Risques chroniques, Constats et actions correctives
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise

notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Constats :

Dans l'après-midi du 26/03/2026, l'inspection a été informée, par la société NL Logistique, d'un incident survenu dans la matinée sur son ancienne parcelle LL11 à Rouen, parcelle acquise par la société TRIADIS à la fin de l'année 2023.

Une partie de la dalle en béton au rez-de-chaussée du bâtiment T1B, également nommé "bâtiment usine", s'est affaissée au moment du passage d'un charriot élévateur de la société TRIADIS.

Ce bâtiment est une ancienne usine de fabrication et de stockage de produits agroalimentaires pour bétail (activité antérieure à l'activité logistique de NL Logistique).

Lors de la visite des installations le jour même, l'inspection a réalisé les constats suivants :

- le bâtiment T1B présente encore les vestiges d'équipements de silos de stockage en béton (trémie, boisseaux, etc) et les moyens d'élévation des produits stockés (systèmes de poulies, élévateurs, vis d'Archimède) ;
- la partie de la dalle en béton qui s'est affaissée correspondait à une reprise de la dalle sur une épaisseur inférieure à 10 cm, très certainement pour reboucher un passage d'élévateur;
- le ferrailage apparent du béton endommagé était très corrodé ;
- un espace en sous-sol d'environ 16 m², sur environ 2 m de hauteur, était visible par le trou causé par l'affaissement de la dalle;
- cet espace était rempli d'un effluent aqueux, sur environ 50 cm de hauteur, dégageant une forte odeur ammoniacquée ;
- une trappe en métal à quelques mètres du trou dans la dalle permet d'accéder à l'espace en niveau N-1 par une échelle ;
- plusieurs autres reprises de béton étaient visibles sur la dalle du rez-de-chaussée du bâtiment, sous les cônes des silos encore présents, sans que des trappes d'accès à d'éventuelles autres fosses ne soient visibles.

Compte tenu des observations effectuées en visite, cet espace en niveau N-1 correspond certainement à l'espace en pied d'élévateur de silo, permettant d'accueillir le moteur de l'ancien élévateur. L'élévateur a été démonté, mais la machinerie semble encore présente en sous-sol.

L'odeur ammoniacquée pourrait indiquer la présence de déchets organiques en décomposition (restes d'aliments pour animaux, fientes d'oiseaux, etc.).

L'inspection n'a pas constaté d'irisations en surface de l'effluent, marqueurs de déchets d'hydrocarbures en lien avec l'incendie du 26/09/2019.

L'ancien exploitant de la parcelle était présent lors de cette visite, et a précisé que dans le cadre du chantier de remédiation du site, une fosse présente en sous-sol de ce bâtiment de 1953 a été traitée par l'évacuation de terres émettant également une odeur d'ammoniac. L'inspection a constaté que cette fosse, à quelques mètres de la nouvelle fosse aujourd'hui mise à jour, a été comblée avec des matériaux inertes.

D'après le rapport de fin de travaux de remédiation (version du 28/10/2022), des analyses avaient préalablement été réalisées pour caractériser ces terres, sur les paramètres suivants :

- HCT C10-C40 : hydrocarbures totaux en chaînes de longueur entre 10 et 40 atomes de carbones, marqueurs des produits chimiques stockés lors de la survenue de l'incendie précité,

- HAP : hydrocarbures aromatiques polycycliques, qui sont des composés organiques qui se forment lors de la combustion incomplète de matières organiques,
- BTEX (Benzène - Toluène - Ethylbenzène - Xylènes) : composés organiques volatils appartenant à la famille des hydrocarbures aromatiques.

Le rapport précise qu'environ 90 tonnes de terres polluées et d'anciens sacs d'engrais déposés au fond de cette fosse du bâtiment "usine" ont été éliminés dans une filière agréée. Les représentants de la société NL Logistique ont indiqué ne pas avoir connaissance de la fosse mise à jour, ni d'autres fosses en sous-sol de ce bâtiment.

L'exploitant a précisé à l'inspection qu'une visite était prévue le 27/03/2026 pour faire constater cette fosse et son contenu par un huissier, et pour procéder à un prélèvement de l'effluent qu'elle contient.

Postérieurement à la visite, des plans ont été retrouvés dans les archives de la DREAL dont un plan du bâtiment SCMT datant de 1951 indiquant la présence de 2 fosses (sur une vue de face et une coupe), a priori celle qui avait déjà été comblée et celle mise en exergue le jour de la visite. Ce plan a été partagé avec les 2 exploitants.

NL logistique a fait parvenir la liste des paramètres qui seront analysés :

- PFAS (28),
- Soufre,
- Composés organiques usuels :
 - HCT C5-C10,
 - C10-C40,
 - HAP,
 - COV-BTEX (Benzène, Toluène, Ethylbenzène, o-Xylène, m-, p-Xylène, Cumène, Mésitylène, o-Ethyltoluène, m-, p-Ethyltoluène, Pseudocumène, Hémélitène
 - PCB
- 12 métaux,
- pH,
- Conductivité,
- Phosphore,
- Phosphates / Orthophosphates,
- Sulfates,
- Composés azotés :
 - nitrate,
 - nitrites,
 - ammoniac,
 - azote Kjeldahl,
 - urée,
- DBO/DCO (afin d'évaluer la part des composés organiques et ceux inorganiques).
- Screening des composés organiques et inorganiques (analyses globales sans être précise permettant de savoir les composés potentiellement présents).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°1 :

- L'exploitant vérifiera que les 7 PFAS mentionnés dans le tableau ci-dessous font bien partie de la liste des substances analysées.

Nom	Code SANDRE
4:2 FTSA	7945
6:2 FTSA	7893
6:2 FTAB	7991
6:2 FTSaAm	7992
8:2 FTSA	7946
PFOSA	6548
MePFOSA	7089

- dès réception, l'exploitant transmettra à l'inspection les résultats des analyses réalisées sur l'échantillon d'effluent prélevé, ainsi que le traitement prévu pour ces effluents ;
- sous 2 mois, l'exploitant réalisera une levée de doute sur la présence d'éventuelles autres fosses en sous-sol du bâtiment T1B, et adressera un retour à l'inspection sur ce sujet ;
- sous 3 mois, l'exploitant justifiera à l'inspection l'élimination des effluents de la fosse, et autres déchets éventuellement présents, dans des filières adaptées et dûment autorisées.

La prise en charge des coûts afférents à la caractérisation des effluents en fond de fosse, à l'élimination des ces effluents et des déchets éventuellement présents, et à la levée de doute en sous-sol du bâtiment T1B, sera déterminée avec les conseils juridiques des sociétés NL Logistique et TRIADIS.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois